

Direction des Collectivités et de la Légalité

Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 16 septembre 2025

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° PREF/DCL/BCLUE/2025 259 - 0001**

modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23/08/2013 autorisant l'exploitation de l'installation de traitement et de stockage de minéraux solides aux lieux-dits « Mas de la Bosca » et « Mirandes Altes » sur la commune d'Espira-de-l'Agly

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 2350-004 du 23/08/2013 mettant à jour les prescriptions applicables pour l'exploitation de l'installation de traitement et de stockage de minéraux solides aux lieux-dits Mas de la Bosca et Mirandes Altes sur la commune d'Espira-de-l'Agly ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-345-0002 du 10/12/2020 précisant les conditions de remise en état de l'installation de traitement et de stockage de minéraux située aux lieux-dits « Mas de la Bosca » et « Mirandes Altes », exploitée par la société Lafarge Holcim Granulats (LHG) sur le territoire de la commune d'Espira-de-l'Agly ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021 260-0001 du 17/09/2021 précisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025 013-0002 du 13/01/2025 autorisant la création d'un nouveau forage ;
- Vu** le courrier de la société Lafarge Granulats du 03/02/2022 portant à la connaissance de la préfecture que la société Lafarge Holcim Granulats a changé de dénomination à compter du 01/01/2022 et prend désormais le nom de Lafarge Granulats et confirmant que le statut juridique, l'adresse du siège social, le capital social et les numéros SIREN / SIRET restent inchangés ;
- Vu** le Porter à Connaissance (PAC) déposé par la société Lafarge Granulats le 17/07/2025, concernant les modifications apportées aux installations de traitement de matériaux associées à la carrière d'Espira-de-l'Agly ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 26/08/2025 ;
- Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet le 10/09/2025 ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées aux installations en particulier pour permettre le fonctionnement de l'installation de traitement sans eau ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en particulier des aménagements techniques ont été réalisés sur l'installation de traitement des matériaux afin de pouvoir capter à la source et traiter les émissions de poussières ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de compléter les prescriptions de l'autorisation afin de fixer les mesures à respecter en particulier pour maîtriser les émissions de poussières ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées pour permettre le fonctionnement de l'installation de traitement sans eau, permettent de réaliser d'importantes économies d'eau et en conséquence de diminuer les débits de prélèvement d'eau autorisés dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1- OBJET DE L'ARRÊTÉ**

La société Lafarge Granulats est autorisée à poursuivre le fonctionnement de ses installations de traitement et transit de minéraux, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 235-0004 du 23/08/2013 susvisé, modifié par les dispositions du présent arrêté.

## **ARTICLE 2- EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

À l'article 1.1.1 « Exploitant titulaire de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 2013 235-0004 du 23/08/2013 susvisé, la désignation de la société, le numéro de SIRET et l'adresse du siège social sont remplacés par :

- société LAFARGE Granulats,
- SIRET n°562 110 882 02672,
- adresse du siège social : 14-16 Boulevard Garibaldi 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

## **ARTICLE 3- MAÎTRISE DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES**

L'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 235-0004 du 23/08/2013 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

- § Stockage : ajout de l'alinéa suivant :

L'exploitant fixe la hauteur maximale des stockages en fonction de la granulométrie et définit dans une consigne les moyens permettant de s'assurer que cette hauteur est respectée.

- § Voies de circulation : ajout de l'alinéa suivant :

La vitesse de circulation des camions est limitée à 30 km/h. Cette vitesse est affichée et contrôlée par l'exploitant.

- Ajout du § intitulé « Notice » ci-après :

L'exploitant récapitule dans une notice régulièrement mise à jour, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact des émissions et envols de poussières sur l'environnement, en comparaison avec les meilleurs techniques disponibles.

- Ajout du § intitulé « Émissions dans l'air » ci-après :

Pour rappel les dispositions prévues par les articles 37 à 42 de l'arrêté ministériel 26/11/2012 fixant les prescriptions générales relatives à la rubrique 2515 de la nomenclature (régime d'enregistrement) sont applicables à l'installation de traitement de minéraux d'Espira-de-l'Agly.

## **ARTICLE 4- MODIFICATION DU DÉBIT DE PRÉLÈVEMENT AUTORISÉ**

L'article 4.1.1 « Origine des approvisionnements en eau » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 235-0004 du 23/08/2013 susvisé est modifié comme suit :

Le débit maximum autorisé prélevé dans le milieu naturel par forage est fixé à 70 m<sup>3</sup>/h, 100 m<sup>3</sup>/jour et 20000 m<sup>3</sup>/an.

## **ARTICLE 5- GESTION DES EAUX PLUVIALES**

L'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 235-0004 du 23/08/2013 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales tombant sur les zones en exploitation, les stériles, les stocks et les installations de traitement et transit de minéraux devront être canalisées et collectées dans des dispositifs dimensionnés pour assurer une décantation sur la base d'un événement décennal. Ces dispositifs devront être régulièrement entretenus de manière à conserver leur efficacité.

Le bassin d'infiltration aval sera muni d'un ouvrage de surverse, placé de manière à pouvoir évacuer les eaux vers le milieu naturel dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Cet ouvrage est calibré pour permettre le transit du débit maximum entrant ou du débit généré par le plus fort événement pluvieux connu ou d'occurrence centennale.

L'exploitant doit pouvoir justifier du dimensionnement des ouvrages de collecte, stockage et traitement des eaux pluviales dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour procéder à l'enlèvement des entraînements éventuels de matériaux provenant de l'installation en aval.

Pour rappel les secteurs collectés, les réseaux associés, les bassins de rétentions des eaux pluviales et les ouvrage d'épuration doivent figurer sur le plan des réseaux prévu à l'article 4.2.2.

## **ARTICLE 6 - AFFICHAGE ET INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté est déposée en mairie d'Espira-de-l'Agly et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département des Pyrénées-Orientales, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>;

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté.

En application de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue aux précédents alinéas doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Suivant les dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 8 - EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire d'Espira-de-l'Agly, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié la société Lafarge Granulats.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général

  
Bruno BERTHET